

# INDICATEURS ÉCONOMIQUES MENSUELS

Janvier 1999

## FAITS SAILLANTS

 **L'économie canadienne a bien terminé l'année 1998, près de 200 000 emplois ayant été créés au quatrième trimestre.**

 **Grâce à la vigoureuse croissance de l'emploi, le taux de chômage est tombé à 8,0 % en novembre et en décembre.**

 **En octobre, la production a poursuivi sa croissance, mais le secteur producteur de biens est resté faible.**

 **Les taux hypothécaires ont reculé en décembre, alors que le rendement des obligations s'est accru.**

 **Les marchés financiers nord-américains et le dollar canadien se sont redressés au début de la nouvelle année.**

## Indicateurs économiques mensuels clés

		Variation en % depuis		
		le mois dernier	l'an dernier	
PIB réel (En \$ 1992, milliards)	720,5	0,2	2,0	Oct.
Biens	236,1	-0,0	0,6	Oct.
Services	484,3	0,3	2,7	Oct.
Indice composite	208,6	0,2	3,5	Nov.
Emplois (En milliers)	14 564	0,2	3,2	Déc.
Temps plein	11 813	0,1	2,7	Déc.
Temps partiel	2 751	0,6	5,3	Déc.
Chômage (En %)	8,0	8,0	8,6	Déc.
Jeunes*	14,4	14,5	15,8	Déc.
Adultes*	6,8	6,8	7,2	Déc.
Inflation mesurée par l'IPC*	1,2	1,0	0,8	Nov.
Ventes au détail (En M\$)	20 580	-1,7	2,5	Oct.
Mises en chantier (En milliers)	130,6	-6,5	-14,1	Nov.
Balance commerciale* (En milliards \$)	1 952	1 534	783	Oct.
Exportations	28 459	4,2	13,0	Oct.
Importations	26 507	2,9	8,6	Oct.
M&É	8 853	0,9	8,5	Oct.
Papier comm. à trois mois* (En %)	4,98	5,09	4,80	6 janv.
Rendement des obligations à long terme* (En %)	5,29	5,47	5,95	6 janv.
Dollar canadien* (En cents US)	66,14	65,22	69,91	8 janv.

\*Données en niveaux seulement - variation en % n'est pas exprimée

**Le rapport spécial du présent numéro :  
«L'année 1999 en perspective»**

Les «Indicateurs économiques mensuels» (IEM) présentent, sous une forme pratique, diverses analyses et données économiques. Ils ne visent pas à interpréter ou à évaluer les politiques gouvernementales. En fait, les responsables des IEM s'efforcent de diffuser des renseignements factuels, et ce, d'une manière pertinente et équilibrée conforme aux principes économiques généralement reconnus. Tous les employés d'Industrie Canada peuvent prendre connaissance des IEM, sur support papier ou électronique. Il est aussi possible d'avoir accès aux IEM par l'intermédiaire d'Internet à [http://strategis.ic.gc.ca/sc\\_ecnmy/mera/frndoc/03.html](http://strategis.ic.gc.ca/sc_ecnmy/mera/frndoc/03.html).



Industrie Industry  
Canada Canada

Canada

# INDICATEURS ÉCONOMIQUES MENSUELS

## Janvier 1999

### TABLE DES MATIÈRES

	Page
<b>L'économie</b>	
<i>PIB réel par industrie</i> .....	3
<i>Dépenses de consommation et attitudes des consommateurs</i> .....	4
<i>Investissements des entreprises dans les usines et l'équipement</i> .....	5
<i>Logement</i> .....	6
<i>Commerce et compétitivité</i> .....	7
<b>Tendances du marché du travail</b>	
<i>Emploi et chômage</i> .....	8
<i>Aperçu de la situation de l'industrie</i> .....	9
<i>Aperçu de la situation des provinces</i> .....	10
<b>Prix et marchés financiers</b>	
<i>Prix à la consommation et prix des produits de base</i> .....	11
<i>Taux de change et marchés boursiers</i> .....	12
<i>Taux d'intérêt à court terme et à long terme</i> .....	13
<b>L'économie des États-Unis</b>	
<i>Tendances de l'économie américaine</i> .....	14
<b>LE RAPPORT SPÉCIAL DU PRÉSENT NUMÉRO :</b>	
« L'année 1999 en perspective » .....	15
<b>À venir...</b>	
<i>Publication de données à surveiller/Événements prévus</i> .....	21

Le présent rapport est fondé sur les données connues au 8 janvier 1999. Il a été préparé par Dave Dupuis, Joseph Macaluso, Stéfane Marion et Karen Smith sous la direction de Shane Williamson de la Direction de l'analyse micro-économique d'Industrie Canada. Le rapport spécial a été préparé par Dave Dupuis et Karen Smith. Tous les renseignements ont été tirés de sources publiques, principalement Statistique Canada, la Banque du Canada et la Société canadienne d'hypothèques et de logement. Veuillez adresser vos commentaires à Shane Williamson au 613-954-3494 ou par Internet à [williamson.shane@ic.gc.ca](mailto:williamson.shane@ic.gc.ca)



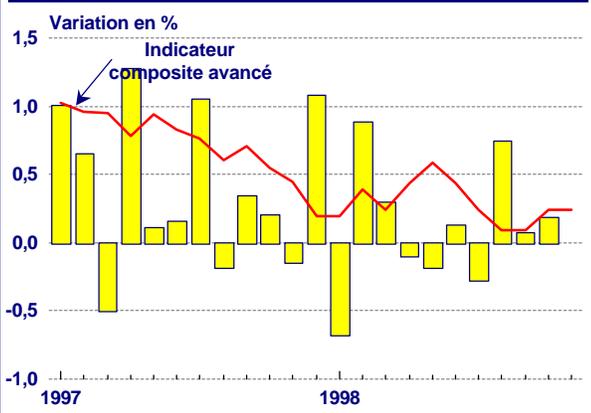
### Dans l'ensemble, la production a progressé en octobre...

- En octobre, le PIB réel a augmenté de 0,2 %. Cette augmentation mensuelle, la troisième d'affilée, fait suite à une longue période d'atonie.
- L'activité économique a été stimulée par la reprise qui a suivi les grèves dans les secteurs de l'automobile, du transport aérien et de l'enseignement. Dans les autres secteurs de l'économie, l'activité a reculé de 0,3 % au cours du mois.

### ...par contre, le secteur producteur de biens est resté faible

- Dans le secteur des biens, la production est restée essentiellement la même en octobre. La hausse de la production dans le secteur de l'automobile a permis au secteur manufacturier d'enregistrer un gain important (+0,7 %), General Motors et ses fournisseurs continuant de regarnir leurs stocks à la suite du règlement de la grève qui a eu lieu aux États-Unis, en août. Toutefois, l'industrie de l'extraction minière a accusé d'importantes pertes (pour le septième mois consécutif) tout comme celle des services publics.
- Dans le secteur des services, la production s'est accrue de 0,3 % en octobre, la fin de la grève chez Air Canada donnant un nouvel élan aux services de transport, tandis que la fin des conflits de travail chez les enseignants de plusieurs districts scolaires de l'Ontario a permis aux services d'enseignement de faire des progrès. La situation du commerce de gros s'est également améliorée pour un septième mois de suite. Ces gains ont toutefois été en partie annulés par les pertes observées dans le commerce de détail ainsi que la finance, les assurances et les services immobiliers.

### PIB réel au coût des facteurs

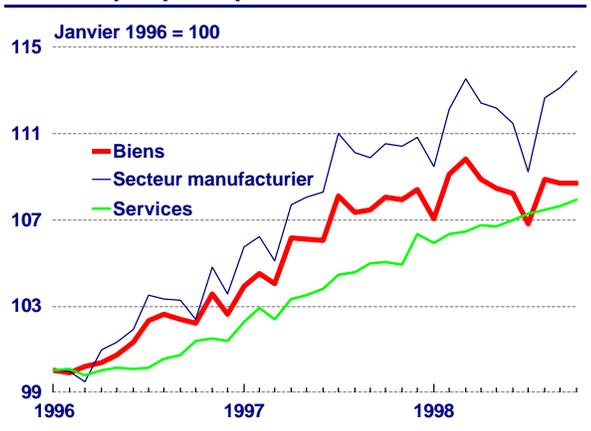


### PIB réel au coût des facteurs (En \$ 1992)

Octobre 1998	Niveau	Variation en % depuis	
		Variation mensuelle	le mois dernier l'an dernier
<b>Ensemble de l'économie</b>	<b>720 530</b>	<b>1 326</b>	<b>0,2 2,0</b>
<b>Secteur des entreprises</b>	<b>594 635</b>	<b>691</b>	<b>0,1 2,2</b>
<b>Biens</b>	<b>236 148</b>	<b>-7</b>	<b>-0,0 0,6</b>
Agriculture	11 852	81	0,7 -0,1
Pêche et piégeage	643	-25	-3,7 -13,6
Abattage du bois et foresterie	4 680	122	2,7 -5,3
Exploitation minière*	26 633	-446	-1,6 -6,7
Sect. manufacturier	129 099	866	0,7 3,0
Construction	39 434	-39	-0,1 1,7
Autres services publics	23 807	-566	-2,3 -2,9
<b>Services</b>	<b>484 382</b>	<b>1 333</b>	<b>0,3 2,7</b>
Transport et entreposage	32 713	893	2,8 1,5
Communications	24 670	217	0,9 8,8
Commerce de gros	43 472	566	1,3 6,0
Commerce de détail	44 561	-702	-1,6 2,8
Finances et assurance	39 810	-278	-0,7 1,2
Agents d'ass. et agents imm.	79 173	-116	-0,1 1,7
Services commerciaux	41 354	82	0,2 5,8
Services gouvernementaux	42 723	-15	-0,0 0,4
Enseignement	40 156	650	1,6 3,5
Soins de santé et services sociaux	48 568	57	0,1 0,8
Logement et alimentation	18 462	38	0,2 1,6
Autres	28 720	-59	-0,2 1,7

\*Comprend l'exploitation des carrières, le pétrole brut et le gaz naturel

### PIB réel par principal secteur





## Dépenses de consommation et attitudes des consommateurs

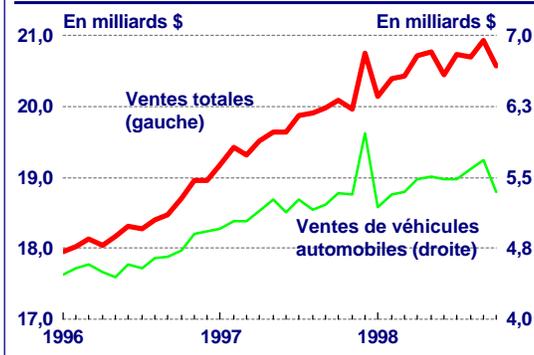
### Les dépenses de consommation ont ralenti au troisième trimestre...

- La diminution du revenu personnel disponible (au cours des deux derniers trimestres) et l'instabilité des marchés financiers se sont traduites par une chute marquée de la confiance des consommateurs.
- La croissance des dépenses de consommation a donc ralenti, se situant à 2,2 % (taux annuel) au troisième trimestre, dans la foulée d'une nette réduction des dépenses en biens durables (surtout les automobiles).
- L'accroissement des dépenses de consommation au troisième trimestre a donc été financé par la baisse de l'épargne des ménages et l'augmentation de l'endettement. Le taux d'épargne est tombé à un niveau record de -0,8 %, alors que le ratio d'endettement au revenu a atteint un sommet de 101,6 %.

### ...et sont restées faibles au début du quatrième trimestre

- La fin des généreux programmes d'incitatifs s'est soldée par une baisse de 10,9 % des ventes d'automobiles neuves en octobre, et est en grande partie responsable du recul de 1,7 % des ventes dans l'ensemble du secteur du commerce de détail. Toutefois, si l'on ne tient pas compte des ventes d'automobiles, les ventes au détail n'ont diminué que légèrement au cours du mois.
- Toutefois, il se pourrait que les importants gains d'emplois enregistrés au quatrième trimestre stimulent les dépenses de consommation vers la fin de l'année. Selon certaines sources de l'industrie de l'automobile, les ventes d'autos neuves auraient progressé en novembre.

### Ventes au détail et ventes de véhicules automobiles totales



### Ventes au détail et crédit à la consommation

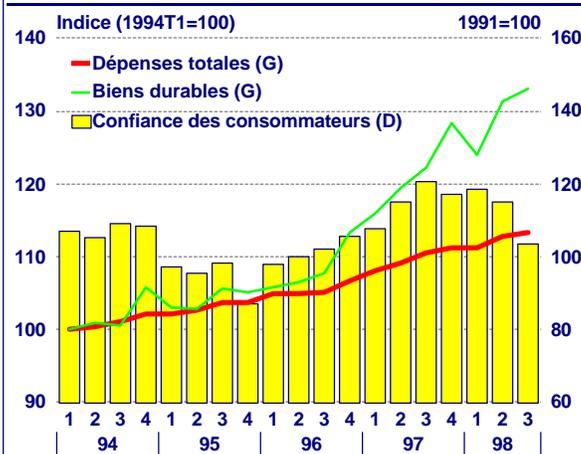
	En millions \$	Variation en % depuis	
		le mois	l'an
<b>Octobre 1998</b>			
<b>Total - Ventes au détail</b>	20 580	-1,7	2,5
Alimentation	4 800	-0,6	1,9
Pharmacies	1 089	0,8	5,5
Vêtements	1 171	0,2	2,9
Meubles	1 059	-0,4	8,7
Automobiles	7 821	-4,0	-0,3
Magasins de march. diverses	2 360	-0,4	5,0
Tous les autres magasins	2 280	-0,0	6,8
Total excluant véhicules automobiles	15 237	-0,1	3,3
<b>Crédit à la consommation</b>	156 169	1,1	8,3

### Dépenses de consommation réelles et situation financière des ménages

	En millions \$, TAD (à moins d'indication contraire)		1998 T2	1998 T3
	1996	1997		
<b>Consommation réelle (En \$ 1992)</b>	453 130	471 525	484 644	487 336
Variation en %	2,3	4,1	5,6	2,2
Biens durables	55 205	61 926	66 896	67 828
Variation en %	4,1	12,2	5,9	1,4
Biens semi-durables	42 661	44 485	46 604	46 764
Variation en %	0,8	4,3	0,3	1,4
Biens non durables	116 948	118 644	119 800	120 640
Variation en %	1,7	1,5	3,6	2,8
Services	238 316	246 470	251 344	252 104
Variation en %	2,5	3,4	2,8	1,2
<b>Revenu disponible</b>	519 105	529 082	539 700	538 988
Variation en %	1,5	1,9	0,0	-0,5
<b>Taux d'épargne (En %)</b>	5,4	2,2	0,3	-0,8
<b>Ratio d'endettement (En %)</b>	94,1	97,3	100,2	101,6
<b>Attitudes des consommateurs*</b>	101,2	115,0	115,0	103,3

\*Conférence Board du Canada

### Dépenses de consommation réelles et confiance des consommateurs





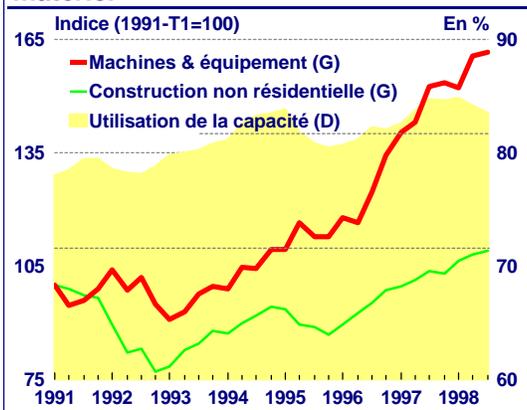
### Les investissements se sont repliés au troisième trimestre...

- Les investissements des entreprises dans les machines et l'équipement (M&É) ont faibli au troisième trimestre, après avoir enregistré des gains importants durant la période précédente. La construction non résidentielle a également connu un ralentissement au troisième trimestre, les travaux de forage et d'exploration dans le secteur de l'énergie se faisant plus rares.
- Le ralentissement des investissements est attribuable à la baisse de la confiance des entreprises, la plus forte en 17 ans, qui s'est produite pour un cinquième trimestre de suite.
- Même si les bénéfices ont rebondi au troisième trimestre, ils demeurent inférieurs au niveau enregistré sur douze mois. La baisse des prix des produits de base et l'atonie de la demande étrangère ont contribué à la faiblesse du bilan des entreprises.

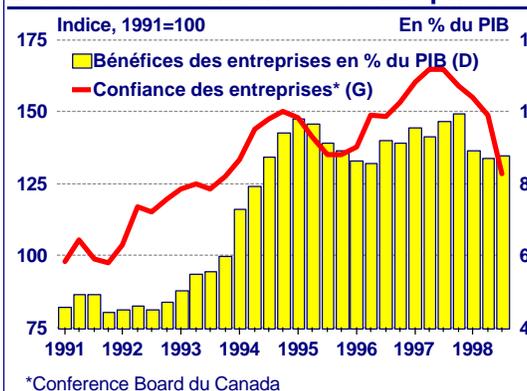
### ...et ne se redresseront probablement pas vers la fin de l'année

- Les importations de M&É ont légèrement progressé en octobre, mais on note des signes d'essoufflement de la demande des investissements des entreprises. Par exemple, les importations ont régressé dans les aéronefs et autre matériel de transport ainsi que dans les ordinateurs.
- La faiblesse du secteur de la construction non résidentielle s'est prolongée jusqu'au début du quatrième trimestre. La production de ce secteur est restée essentiellement la même en octobre.

### Investissements dans les usines et le matériel



### Bénéfices et confiance des entreprises



\*Conference Board du Canada

### Investissements et situation financière des entreprises

En millions \$, TAD (à moins d'indication contraire)

	1996	1997	1997 T4	1998 T1	1998 T2	1998 T3
<b>INVESTISSEMENTS DES ENTREPRISES</b>						
<b>Machines &amp; équipement (En \$ 1992)</b>	47 722	57 057	59 420	58 884	62 160	62 516
Variation en %	9,3	19,6	2,5	-3,6	24,2	2,3
<b>Construction non résidentielle (1992\$)</b>	33 608	36 433	36 864	38 052	38 620	38 988
Variation en %	4,7	8,4	-1,8	13,5	6,1	3,9
<b>Utilisation de la capacité (En %, biens non agricoles)</b>	81,5	83,9	84,6	84,8	84,1	83,5
Utilisation de la capacité (secteur manif.)	82,5	84,9	85,6	86,3	85,8	85,3
<b>SITUATION FINANCIÈRE ET ATTITUDES DES ENTREPRISES</b>						
<b>Bénéfices d'exploitation des entreprises</b>	96 067	110 682	116 020	107 816	98 752	102 452
Variation en %	-1,1	15,2	12,2	-25,4	-29,6	15,9
Bénéfices - Industries non financières	71 871	82 218	84 760	79 676	72 760	76 436
Variation en %	-6,7	14,4	10,6	-21,9	-30,5	21,8
Bénéfices - Industries financières	24 194	28 462	31 260	28 140	25 992	26 012
Variation en %	20,5	17,6	16,8	-34,3	-27,2	0,3
<b>Crédit aux entreprises</b>	570 832	621 441	648 179	662 030	675 076	692 953
Variation en %	5,0	8,9	13,1	8,8	8,1	11,0
<b>Indice de la confiance des entreprises*</b>	147,0	162,3	159,2	155,0	148,9	128,6

\*Conference Board du Canada



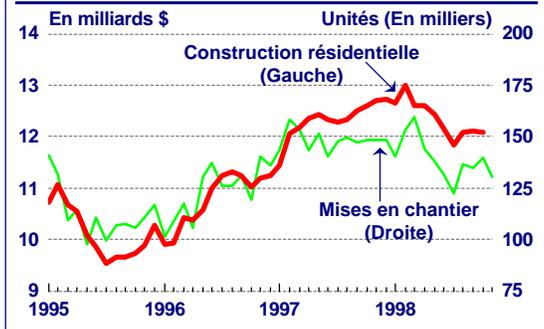
### Au troisième trimestre, les dépenses en logements neufs diminuent...

- Les investissements dans la construction résidentielle ont fléchi de 10,1 % au troisième trimestre; c'est le troisième recul trimestriel consécutif, les dépenses en logements neufs et les travaux de rénovation enregistrant des baisses.
- Les résultats du troisième trimestre sont attribuables aux conflits de travail qui ont touché plusieurs corps de métier de la construction sur l'important marché du sud de l'Ontario. Cette faiblesse s'est également répandue à la plupart des régions du pays.
- Toutefois, les frais de mutation des ventes de logements existants ont connu une hausse appréciable, témoignant de la vigueur de ce marché.

### ...et cette faiblesse devrait se poursuivre au quatrième trimestre

- En octobre, la valeur des constructions résidentielles a chuté à son deuxième niveau le plus bas depuis le début de l'année. En outre, après une légère remontée en octobre, le nombre de mises en chantier a diminué de 6,5 % en novembre. La réduction des ventes de maisons existantes au Québec et dans les provinces de l'Ouest a également contribué au ralentissement du secteur de l'immobilier.
- La Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) prévoit que le nombre de mises en chantier au Canada faiblira légèrement en 1999. La faiblesse des taux hypothécaires devrait être contrebalancée par une croissance modérée de l'emploi, un ralentissement de la croissance de la population (attribuable à une baisse de l'immigration internationale) et une baisse de la confiance des consommateurs.

### Activité dans le secteur du logement



### Indicateurs mensuels de l'activité dans le secteur du logement

	Niveaux	Variation depuis	
		le mois dernier	l'an dernier
<b>Construction résidentielle (1)</b> (En \$ 1992, en M; base du coût des facteurs)	12 078	-0,3%	-4,2%
<b>Permis de construction, en M\$ (2)</b>	1 389	-5,8%	-6,3%
<b>Ventes de logements existants (3)</b> (nombre d'unités)	17 719	-64	
<b>Mises en chantier (3)</b> (nombre d'unités)	130 600	-9 100	-21 500
Terre-Neuve	600	-500	-900
Île-du-Prince-Édouard	200	-100	-100
Nouvelle-Écosse	1 700	-1 600	-500
Nouveau-Brunswick	1 600	-200	-300
Québec	19 900	1 100	-100
Ontario	49 400	-4 100	1 200
Manitoba	1 300	-200	100
Saskatchewan	2 000	500	-100
Alberta	20 300	-1 700	-2 500
Colombie-Britannique	12 400	-2 300	-13 800

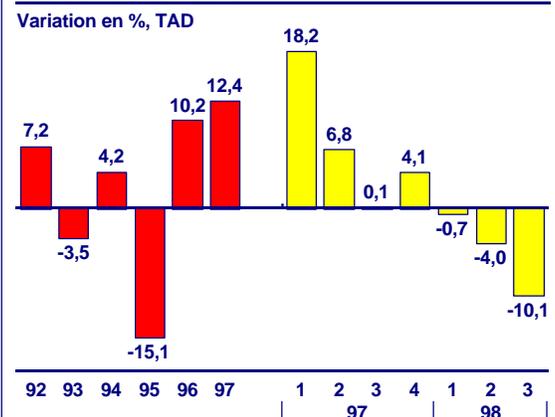
1 - Données d'octobre 2 - données d'octobre 3- données de novembre

Source : Statistique Canada, Société canadienne d'hypothèques et de logement, Association canadienne de l'immobilier

### Investissements réels dans les structures résidentielles

En millions \$ 1992, TAD (à moins d'indication contraire)	1996	1997	1998 T2	1998 T3
<b>Construction résidentielle</b>	37 729	42 385	42 384	41 276
Variation en %	10,1	12,3	-3,9	-10,1
Construction par secteur	37 567	42 229	42 228	41 120
Variation en %	10,2	12,4	-4,0	-10,1
Logements neufs	17 977	21 383	21 024	19 692
Variation en %	7,3	18,9	-14,1	-23,0
Travaux de réparation et d'amélioration	12 415	13 426	13 984	13 876
Variation en %	7,6	8,1	-5,6	-3,1
Frais de propriété et de transfert	7 337	7 576	7 376	7 708
Variation en %	23,1	3,3	39,4	19,3

### Croissance de la construction résidentielle réelle





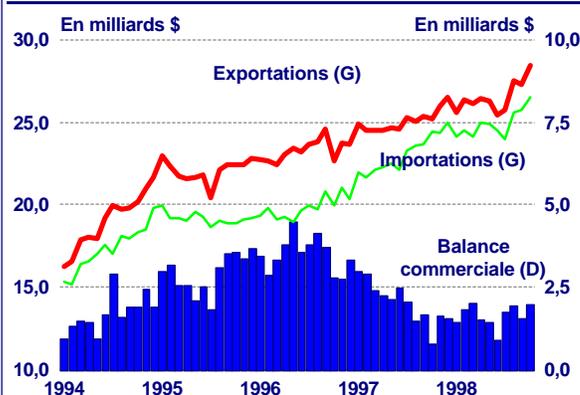
### La croissance des exportations est supérieure à celle des importations...

- Après avoir enregistré une légère baisse en septembre, les exportations ont progressé de 4,2 % en octobre.
- Cette hausse est en grande partie attribuable à l'accroissement des exportations vers les États-Unis. Les exportations vers le Japon ont poursuivi leur décroissance et leur niveau est maintenant inférieur de 21 % à celui de l'année dernière.
- Au chapitre des produits de base, la progression générale des exportations a été principalement le fait d'une forte augmentation dans les produits de l'automobile, grâce notamment au rattrapage effectué par le transport ferroviaire. Les exportations de M&É et de produits forestiers ont, elles aussi, enregistré une hausse.
- Les importations ont poursuivi leur trajectoire ascendante, augmentant de 2,9 % en octobre. Même si tous les secteurs ont affiché des gains, ce sont ceux des produits automobiles, des biens industriels et des M&É qui ont enregistré les plus fortes hausses.

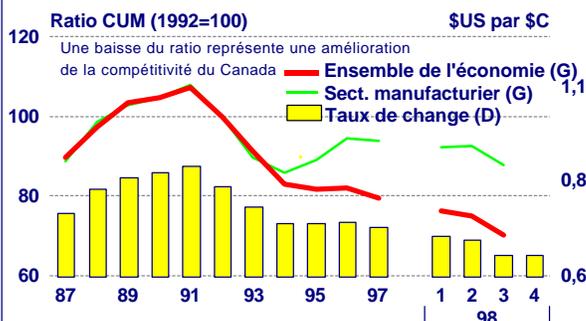
### ...ce qui se traduit par une hausse de l'excédent commercial du Canada

- La croissance des exportations étant supérieure à celle des importations, la balance commerciale du Canada a progressé de 418 millions de dollars pour se fixer à 1,9 milliard de dollars en octobre. Il s'agit du deuxième excédent en importance depuis le début de l'année.

### Flux du commerce de marchandises et balance commerciale



### Ratio des coûts unitaires de main-d'oeuvre Canada-É.-U.



Source : Calcul d'Industrie Canada basé sur des données de Statistique Canada et du Bureau of Labor Statistics des États-Unis

### Commerce de marchandises

Octobre 1998	Niveaux (En millions \$)		Cumulatif à ce jour (En millions \$)		Variation (En M\$)		Variation en %
	Septembre 1998	Octobre 1998	Janv.-oct. 1997	Janv.-oct. 1998	Sept.-oct. 1998	Sept.-oct. 1998	Oct. 1997 à oct. 1998
<b>Exportations</b>	<b>27 304</b>	<b>28 459</b>	<b>248 623</b>	<b>265 196</b>	<b>1 155</b>	<b>4,2</b>	<b>13,0</b>
vers les États-Unis	23 214	24 077	200 362	221 597	863	3,7	17,3
<b>Importations</b>	<b>25 770</b>	<b>26 507</b>	<b>227 553</b>	<b>248 998</b>	<b>737</b>	<b>2,9</b>	<b>8,6</b>
en provenance des États-Unis	19 815	20 471	173 093	191 205	656	3,3	10,8
<b>Balance commerciale</b>	<b>1 534</b>	<b>1 952</b>	<b>21 070</b>	<b>16 198</b>	<b>418</b>		
avec les États-Unis	3 399	3 606	27 269	30 392	207		
<b>Exportations par produit</b>							
Produits agricoles/pêche	2 163	2 206	20 354	20 631	43	2,0	2,4
Produits énergétiques	2 180	2 152	22 438	20 439	-28	-1,3	1,6
Produits de la forêt	2 917	3 028	29 017	29 222	111	3,8	7,0
Biens et matériaux industriels	4 717	4 737	45 870	47 895	20	0,4	3,7
Machines et équipement	6 616	6 741	55 993	65 306	125	1,9	13,2
Produits automobiles	6 771	7 421	57 570	62 105	650	9,6	28,2
Autres biens de consommation	1 094	1 094	8 788	10 272	0	0,0	19,4
<b>Importations par produit</b>							
Produits agricoles/pêche	1 412	1 472	12 841	14 232	60	4,2	10,6
Produits énergétiques	738	737	8 827	7 414	-1	-0,1	-20,5
Produits de la forêt	206	212	1 955	2 053	6	2,9	6,8
Biens et matériaux industriels	5 077	5 178	44 553	49 768	101	2,0	9,5
Machines et équipement	8 772	8 853	75 102	83 639	81	0,9	8,5
Produits automobiles	5 618	6 142	49 716	53 507	524	9,3	12,7
Autres biens de consommation	2 903	2 932	24 218	28 102	29	1,0	13,0

# TENDANCES DU MARCHÉ DU TRAVAIL



## Emploi et chômage

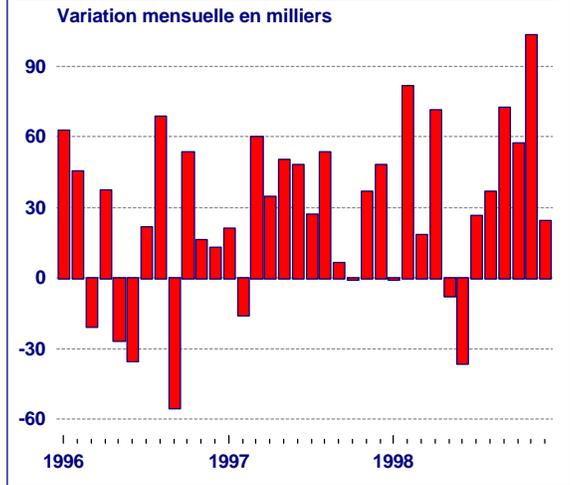
### Les gains enregistrés en décembre ont contribué à l'amélioration sensible de la situation de l'emploi en 1998...

- En décembre, le nombre d'emplois a progressé de 24 000, portant à 320 000 le total des gains du dernier semestre. Pour l'ensemble de 1998, les gains d'emplois nets s'élèvent à 449 000, soit les meilleurs résultats annuels à ce jour de la décennie.
- En décembre, le taux d'activité s'est établi à 65,6 %, une hausse de 0,8 point de pourcentage pour l'année. La vigoureuse croissance de l'emploi -- surtout au cours du premier semestre -- a attiré un plus grand nombre de personnes sur le marché du travail.
- Le nombre d'emplois à temps plein s'est accru de 9 000 en décembre, ce qui porte le total des gains pour 1998 à 311 000 (70 % de tous les emplois nets créés).

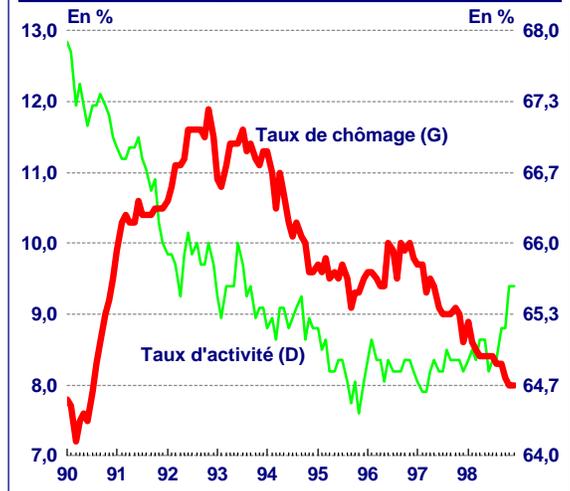
### ...et le taux de chômage a baissé tout au long de l'année

- Même si l'emploi a progressé en décembre, le nombre de chômeurs a légèrement monté en raison d'une augmentation plus importante de la population active. Néanmoins, le taux de chômage national est resté à 8,0 %, soit le taux le plus bas depuis juillet 1990.
- En décembre, le taux de chômage chez les jeunes a reculé, passant à 14,4 %, en baisse par rapport au taux de 15,8 % enregistré l'an dernier. Les gains d'emplois chez les jeunes s'élèvent, en 1998, à 143 000. Il s'agit du meilleur résultat en 20 ans.
- En décembre, l'augmentation de la population active a effacé les gains d'emplois observés chez les adultes, le taux de chômage chez ce groupe demeurant inchangé, soit 6,8 %. Par rapport à l'an dernier, le taux de chômage chez les adultes a diminué de 0,4 point de pourcentage.

### Emploi



### Taux de chômage



### Tendances du marché du travail

(En milliers)	Niveaux			Variation depuis			Variation en % depuis	
	Déc. 1997	Nov. 1998	Déc. 1998	le mois dernier	l'an dernie	Cumulatif à ce jour	le mois dernier	l'an dernie
<b>Emplois</b>	14 114,8	14 539,8	14 564,2	24,4	449,4	449,4	0,2	3,2
<b>Temps plein</b>	11 501,6	11 803,6	11 812,9	9,3	311,3	311,3	0,1	2,7
<b>Temps partiel</b>	2 613,2	2 736,2	2 751,3	15,1	138,1	138,1	0,6	5,3
<b>Jeunes 15-24</b>	2 039,2	2 177,7	2 181,7	4,0	142,5	142,5	0,2	7,0
<b>Adultes 25+</b>	12 075,6	12 362,0	12 382,5	20,5	306,9	306,9	0,2	2,5
<b>Travailleurs indépendants</b>	2 476,0	2 609,7	2 594,4	-15,3	118,4	118,4	-0,6	4,8
<b>Chômage</b>	1 321,3	1 267,8	1 272,8	5,0	-48,5	-48,5	0,4	-3,7
<b>Taux de chômage</b>	8,6	8,0	8,0	0,0	-0,6	-0,6		
<b>Jeunes 15-24</b>	15,8	14,5	14,4	-0,1	-1,4	-1,4		
<b>Adultes 25+</b>	7,2	6,8	6,8	0,0	-0,4	-0,4		
<b>Population active</b>	15 436,1	15 807,6	15 837,0	29,4	400,9	400,9	0,2	2,6
<b>Taux d'activité</b>	64,8	65,6	65,6	0,0	0,8	0,8		
<b>Taux d'emploi</b>	59,2	60,3	60,4	0,1	1,2	1,2		



## Aperçu de la situation de l'industrie

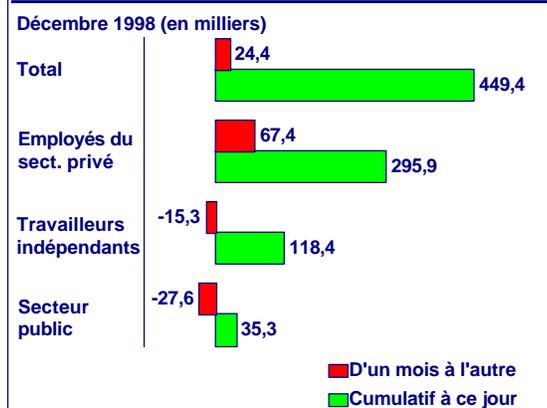
### Le secteur des services est le principal artisan de la croissance de l'emploi, tant en décembre que pour toute l'année 1998...

- En décembre, le nombre d'emplois dans les industries productrices de services a augmenté de 17 000. Les services commerciaux et personnels ont connu, encore une fois, une bonne année, alors que le rythme de création d'emplois s'est accéléré considérablement dans la santé et les services sociaux. Au cours de l'année, la situation de l'emploi s'est améliorée dans tous les principaux groupes.
- Dans le secteur des biens, le nombre d'emplois s'est accru de 7 000 en décembre, à la faveur surtout de la hausse substantielle enregistrée dans le secteur agricole.
- Pour l'ensemble de 1998, le secteur manufacturier a connu une hausse de l'emploi, et le secteur de la construction s'est considérablement ressaisi après trois années de faiblesse. La baisse sensible de l'emploi, observée en 1998 dans les industries primaires, est attribuable à la faiblesse des prix des produits de base et à l'atonie de la demande étrangère.

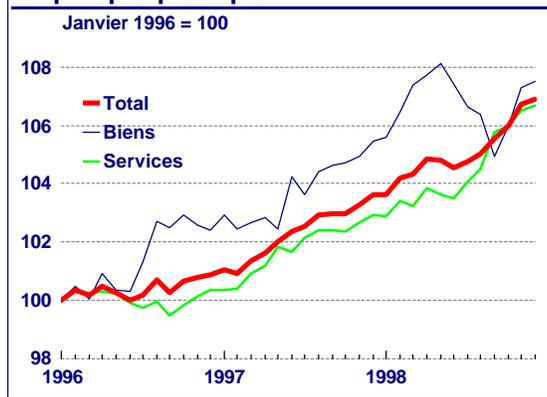
### ...et cette croissance est surtout attribuable aux emplois rémunérés du secteur privé

- En décembre, le nombre d'emplois rémunérés dans le secteur privé a crû de 67 000, cette croissance représentant les deux-tiers de tous les emplois créés en 1998. Le travail indépendant et l'emploi dans le secteur public ont fléchi en décembre, mais sont en hausse par rapport à l'année dernière.

### Croissance de l'emploi par catégorie de travailleurs



### Emploi par principal secteur



### Tendances de l'emploi dans l'industrie

(En milliers)	Niveaux			Variation depuis			Variation en % depuis	
	Déc. 1997	Nov. 1998	Déc. 1998	le mois dernier	l'an dernier	Cumulatif à ce jour	le mois dernier	l'an dernier
<b>Total</b>	14 114,8	14 539,8	14 564,2	24,4	449,4	449,4	0,2	3,2
<b>Biens</b>	3 829,2	3 897,0	3 904,4	7,4	75,2	75,2	0,2	2,0
Agriculture	414,8	434,9	442,5	7,6	27,7	27,7	1,7	6,7
Expl. minière et puits de pétrole	181,2	162,4	156,3	-6,1	-24,9	-24,9	-3,8	-13,7
Autres ind. primaires	111,5	98,6	104,1	5,5	-7,4	-7,4	5,6	-6,6
Services publics	142,5	136,4	136,5	0,1	-6,0	-6,0	0,1	-4,2
Sect. manufacturier	2 230,6	2 246,3	2 246,0	-0,3	15,4	15,4	-0,0	0,7
Construction	748,5	818,4	819,0	0,6	70,5	70,5	0,1	9,4
<b>Services</b>	10 285,6	10 642,8	10 659,8	17,0	374,2	374,2	0,2	3,6
TEC*	922,7	938,8	953,3	14,5	30,6	30,6	1,5	3,3
Commerce de gros	667,0	681,7	691,3	9,6	24,3	24,3	1,4	3,6
Commerce de détail	1 725,2	1 793,8	1 780,9	-12,9	55,7	55,7	-0,7	3,2
FAI*	806,5	812,4	822,9	10,5	16,4	16,4	1,3	2,0
Enseignement	967,4	977,5	965,7	-11,8	-1,7	-1,7	-1,2	-0,2
Soins de santé et services sociaux	1 449,8	1 496,7	1 514,3	17,6	64,5	64,5	1,2	4,4
Services comm. et pers.	2 965,1	3 154,1	3 158,6	4,5	193,5	193,5	0,1	6,5
Administration publique	781,8	787,8	772,7	-15,1	-9,1	-9,1	-1,9	-1,2

\*TEC : Transport, entreposage et communications; FAI : Finance, assurances et services immobiliers

# TENDANCES DU MARCHÉ DU TRAVAIL



## Aperçu de la situation des provinces

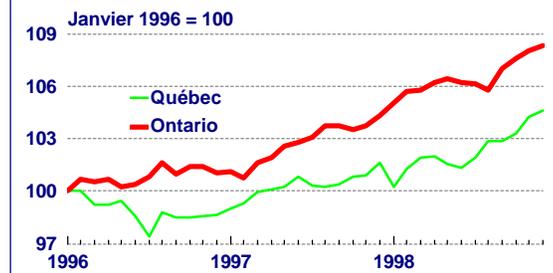
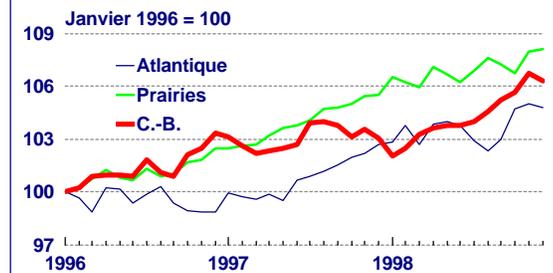
### En décembre, l'Ontario et le Québec sont arrivés en tête au chapitre de la création d'emplois...

- Les gains d'emplois enregistrés en décembre ont principalement été le fait de l'Ontario (+19 000) et du Québec (+12 000). Toutefois, en raison d'une forte croissance de la population active, le taux de chômage dans ces deux provinces n'a pas changé. En Alberta, la croissance de l'emploi, jumelée à une baisse de la population active, s'est soldée par une réduction marquée du taux de chômage.
- Ailleurs au pays, les pertes d'emplois observées en Colombie-Britannique, à Terre-Neuve, en Saskatchewan et à l'île-du-Prince-Édouard se sont traduites par des hausses du taux de chômage.

### ...et la situation de l'emploi s'est améliorée en 1998 dans toutes les provinces, sauf à l'île-du-Prince-Édouard

- Pour l'ensemble de l'année, le nombre d'emplois s'est accru dans toutes les provinces, sauf à l'île-du-Prince-Édouard. De plus, la croissance de l'emploi s'est établie à au moins 2,9 % en 1998 au Nouveau-Brunswick, en Ontario, en Alberta, en Colombie-Britannique et au Québec.
- Les baisses les plus importantes, mesurées sur douze mois, des taux de chômage provinciaux ont été constatées en Nouvelle-Écosse, en Ontario et au Nouveau-Brunswick. Malgré la croissance de l'emploi, le taux de chômage a progressé à Terre-Neuve, en Saskatchewan et en Alberta, l'augmentation de la population active étant supérieure aux gains d'emplois.

### Évolution de l'emploi dans les régions



### Taux de chômage -- Décembre 1998



### Tendances de l'emploi et du chômage dans les provinces

	Emplois (En milliers)				Taux de chômage (en %)			
	Niveaux Décembre 1998	Variation depuis le mois dernier		Variation depuis l'an dernier		Niveaux	Variation depuis le mois dernier	Variation depuis l'an dernier
		(En milliers)	En %	(En milliers)	En %			
Canada	14 564,2	24,4	0,2	449,4	3,2	8,0	0,0	-0,6
Terre-Neuve	199,4	-3,4	-1,7	3,1	1,6	18,7	0,5	1,1
Î.-P.-É.	60,2	-0,3	-0,5	-0,6	-1,0	15,4	1,3	1,2
Nouvelle-Écosse	401,8	-1,9	-0,5	4,3	1,1	10,6	-0,4	-1,0
Nouveau-Brunswick	336,2	3,7	1,1	13,1	4,1	11,6	0,2	-0,8
Québec	3 398,4	12,0	0,4	96,2	2,9	9,9	0,0	-0,5
Ontario	5 707,0	18,8	0,3	213,1	3,9	6,9	0,0	-0,9
Manitoba	553,5	1,1	0,2	10,9	2,0	5,9	0,4	-0,1
Saskatchewan	480,9	-1,5	-0,3	1,6	0,3	6,3	0,4	1,2
Alberta	1 532,4	4,5	0,3	50,6	3,4	5,7	-0,5	0,1
C.-B.	1 894,5	-8,4	-0,4	57,3	3,1	8,2	0,3	-0,4



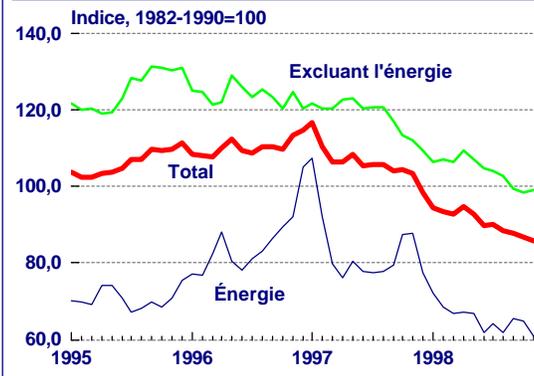
### En novembre, l'inflation demeure maîtrisée...

- Le taux annuel d'inflation mesuré par l'IPC s'est établi à 1,2 %, en novembre, en hausse de 1,0 point de pourcentage par rapport à octobre. Malgré cette légère hausse, le taux reste bien inférieur au taux d'inflation moyen de 1,6 % observé à la fois en 1996 et en 1997.
- La hausse des prix des services de télédistribution, des automobiles, des frais de scolarité universitaire, des impôts fonciers, des voyages, des cigarettes et des loyers a contribué à faire monter le taux d'inflation en novembre. Par contre, la baisse des prix de l'essence, des ordinateurs et des services téléphoniques a exercé une pression à la baisse sur la variation annuelle de l'IPC.
- L'inflation, excluant les composantes «aliments» et «énergie» et les impôts indirects, s'est chiffrée à 1,4 %, en novembre, soit dans la limite inférieure de la fourchette cible officielle (1 à 3 %).
- Au pays, l'inflation a varié dans une fourchette allant de -0,4 % à l'île-du-Prince-Édouard à 2,0 % en Saskatchewan. Comparativement au début de l'année, l'inflation est en baisse dans six des dix provinces.

### ...les pressions inflationnistes sous-jacentes demeurant faibles

- Les pressions inflationnistes sous-jacentes demeurent contenues. Les prix des produits de base ont poursuivi leur tendance à la baisse et étaient, en novembre, inférieurs de 17 % à leur niveau de l'an dernier. De plus, les prix à la production n'ont progressé que de 0,3 % comparativement à novembre 1997, cette hausse étant entièrement attribuable à la dépréciation du dollar canadien. Excluant l'effet du taux de change, les prix à la production ont diminué de 2,4 % au cours de l'année.

### Prix des produits de base (\$ US)

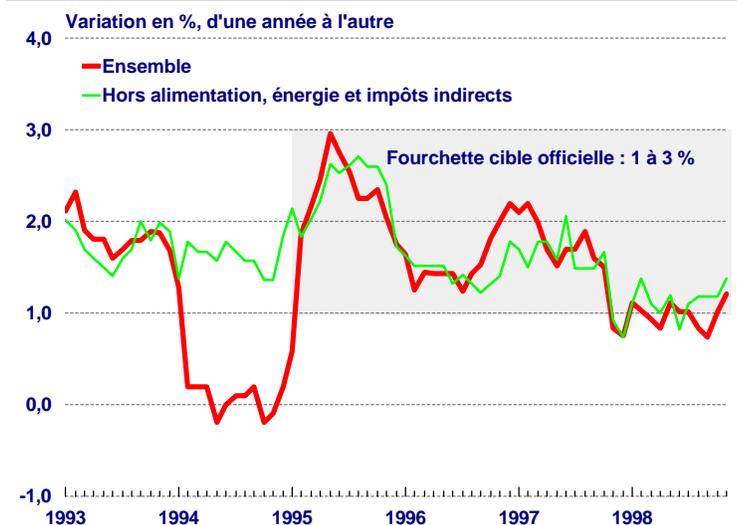


### Prix à la consommation

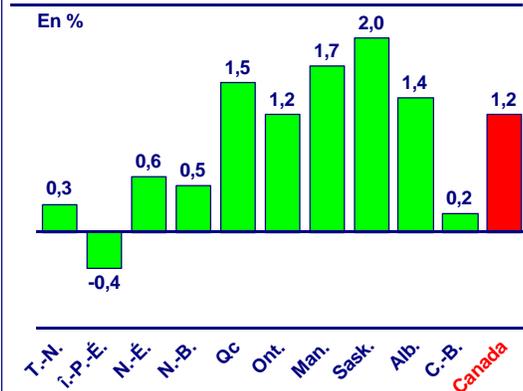
Novembre 1998

	Indice (1992=100)	Variation en % depuis	
		le mois dernier	l'an dernier
<b>IPC - Ensemble</b>	109,0	0,0	1,2
Alimentation	109,7	1,1	1,6
Logement	104,2	0,0	1,0
Équipement du ménage	107,9	-0,1	1,3
Habillement et chaussures	104,5	-1,5	1,4
Transport	121,1	0,5	-0,4
Santé et soins personnels	108,9	0,2	2,3
Loisirs, formation et lecture	117,2	-1,6	2,0
Alcool et tabac	93,5	0,2	3,7
<b>IPC hors alimentation et énergie</b>	110,7	-0,1	1,4
Énergie	104,1	-0,7	-3,5
<b>Prix des produits de base (novembre)</b>			
Indice, 1982-1990=100	85,8	-1,2	-17,0
Excluant l'énergie	99,2	0,7	-11,3
Énergie	60,7	-6,5	-30,8

### Indice des prix à la consommation



### Inflation mesurée par l'IPC, par province - Novembre 1998



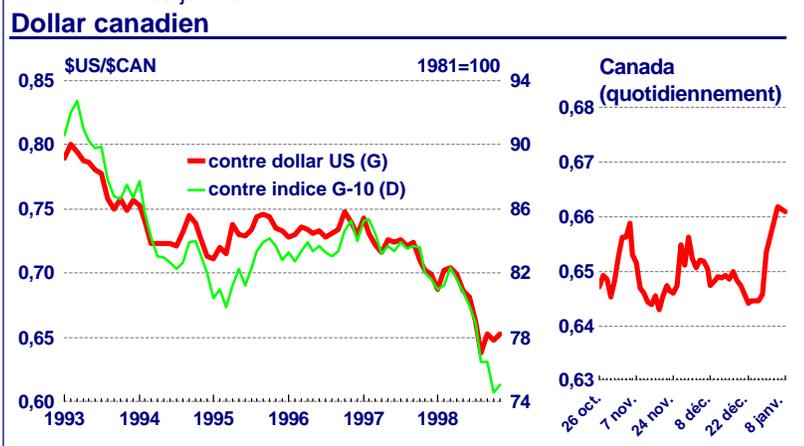


### Le dollar canadien se rétablit au début de janvier...

- Le dollar canadien a oscillé autour des 65 cents américains pendant presque tout l'automne et a terminé l'année 1998 en baisse d'environ 5 cents. Toutefois, il s'est ressaisi au début de janvier, affichant sa meilleure performance pendant trois jours d'affilée en plus d'une décennie. Le 8 janvier, le dollar a clôturé près du sommet de trois mois de 66,2 cents américains, soit plus de 1½ cent de plus qu'à la fin de l'année.
- Cette récente remontée du dollar canadien a été déclenchée par un nouveau vent d'optimisme laissant présager une reprise économique plus rapide que prévu en Asie, ainsi que par des prévisions plutôt haussières concernant les prix des produits de base.

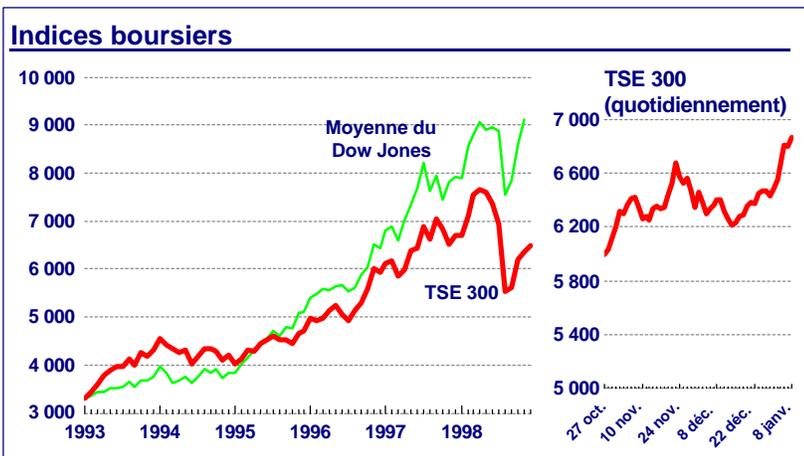
### ...et les marchés boursiers commencent la nouvelle année du bon pied

- À l'instar des États-Unis, les marchés boursiers canadiens se sont considérablement redressés depuis la fin d'octobre, rattrapant environ les deux-tiers des pertes subies lors de la chute brutale des cours des actions provoquée par les crises financières qui ont secoué l'Asie et la Russie l'été dernier.
- Après avoir régressé de 32 % par rapport à son sommet d'avril, le TSE 300 a remonté durant les deux derniers mois de 1998 et a terminé le mois de décembre en baisse de 3,2 % seulement pour l'année. L'indice s'est encore amélioré durant la première semaine de la nouvelle année, clôturant à la hausse en glissement annuel le 8 janvier. Cependant, il demeure inférieur de 12 % au sommet atteint en avril. Par contre, les cours des actions aux États-Unis ont atteint de nouveaux sommets au début de janvier.



### Le dollar canadien

(clôture)	\$US c. \$CAN	Indice c. G-10 (1981=100)	Mark all. c. \$CAN	Yen c. \$CAN
1997	0,6991	81,62	1,247	90,87
1998	0,6522	74,69	1,082	75,91
1998 Juillet	0,6614	78,82	1,208	94,69
Août	0,6376	76,50	1,164	94,15
Sept.	0,6531	76,48	1,117	88,38
Oct.	0,6481	74,58	1,060	78,10
Nov.	0,6523	75,03	1,093	78,17
Déc.	0,6522	74,69	1,082	75,91
8 janvier	0,6607			



### Principaux indices boursiers

	Variation en % depuis		
	Clôture - Décembre	le mois dernier	l'an dernier
<b>TSE 300</b>	<b>6 344</b>	<b>2,2</b>	<b>-2,6</b>
Pétrole et gaz	4 805	-11,6	-27,5
Métaux et minéraux	3 169	2,3	-19,5
Services publics	6 920	2,8	18,9
Papiers et produits de la forêt	3 650	2,2	-7,6
Entreprises de distribution	5 342	4,5	-4,8
Services	8 196	6,0	3,1
Financiers	6 210	-7,5	9,5
Coefficient de capitalisation des résultats*	27,3	1,2	5,6
<b>S&amp;P 500</b>	<b>1 164</b>	<b>6,0</b>	<b>21,9</b>
<b>Dow Jones</b>	<b>9 117</b>	<b>6,1</b>	<b>16,5</b>

\*les colonnes 2 et 3 reflètent des changements de niveau



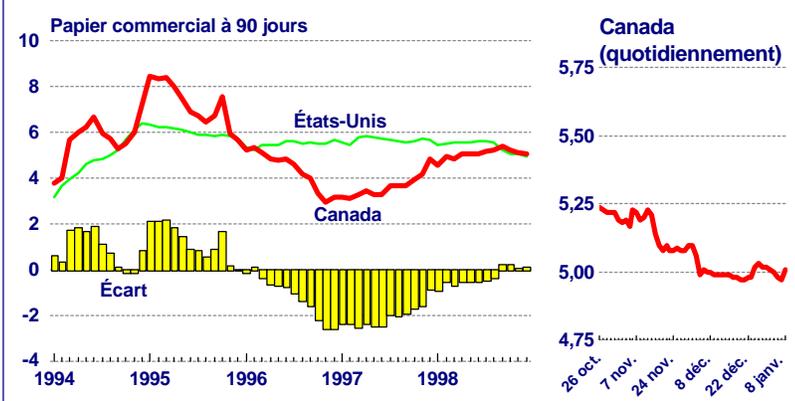
### Le rendement des obligations s'accroît...

- Les taux d'intérêt à court terme n'ont presque pas changé pendant décembre, premier mois de stabilité relative depuis la série de réductions des taux, entreprise par la Banque du Canada en septembre dernier.
- Après avoir atteint des creux relatifs à la fin de novembre, en prévision d'autres réductions de taux d'intérêt en Amérique du Nord, les taux à long terme se sont redressés à partir de la mi-décembre. Cette augmentation des rendements fait suite à diverses annonces indiquant une croissance plus élevée que prévu en Amérique du Nord. De plus, au moment où les marchés boursiers récupéraient leurs pertes antérieures, la tendance en faveur de la « valeur refuge » s'atténuait, faisant ainsi fléchir la demande d'obligations.

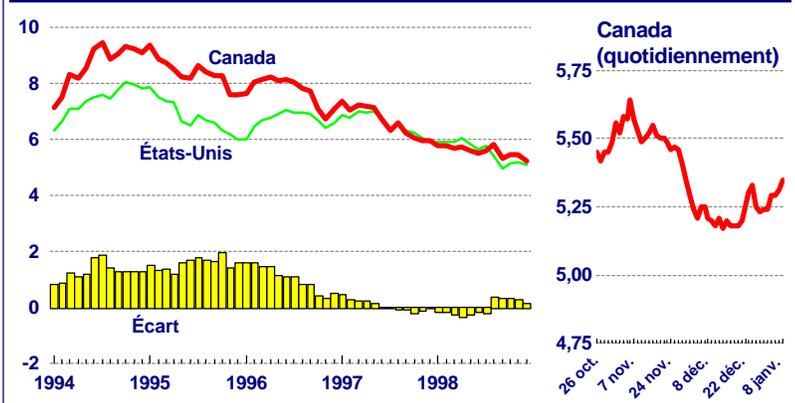
### ...mais les taux hypothécaires fléchissent à la fin de décembre

- Les banques à charte ont réduit leurs taux hypothécaires de 20 points de base en décembre -- la huitième baisse depuis le sommet atteint l'été dernier. Le taux hypothécaire à cinq ans s'est fixé à 6,6 %, soit le taux le plus bas depuis son instauration en 1969.
- Toutefois, la hausse rapide du rendement des obligations au début de janvier laisse supposer que les taux hypothécaires ne descendront pas beaucoup plus bas pour le moment.

### Taux d'intérêt à court terme



### Rendement des obligations à long terme



### Principaux taux du marché monétaire

(fin de période)	Papier commercial à 90 jours	Écart vis-à-vis les É.-U.	Rendement des obligations à long terme	Écart vis-à-vis les É.-U.
1997	4,80	-0,85	5,95	0,02
1998	5,02	0,09	5,23	0,14
1998 Juillet	5,14	-0,44	5,61	-0,16
Août	5,22	-0,33	5,83	0,39
Sept	5,38	0,19	5,32	0,34
Oct	5,22	0,19	5,45	0,32
Nov	5,09	0,02	5,47	0,28
Déc	5,02	0,09	5,23	0,14
6 janvier	4,98	0,16	5,29	0,12

Un écart positif indique que les taux canadiens sont supérieurs à leurs pendants américains.

### Principaux taux débiteurs

(fin de période)	Taux d'escompte	Taux préférentiel	Hypothèque à un an	Hypothèque à cinq ans
1997	4,50	6,00	6,65	7,05
1998	5,25	6,75	6,20	6,60
1998 Juillet	5,00	6,50	6,55	6,95
Août	5,00	6,50	6,75	7,15
Sept.	5,75	7,25	6,75	7,15
Oct.	5,50	7,00	6,50	6,75
Nov.	5,25	6,75	6,40	7,15
Déc.	5,25	6,75	6,20	6,60
8 janvier	5,25	6,75	6,20	6,60



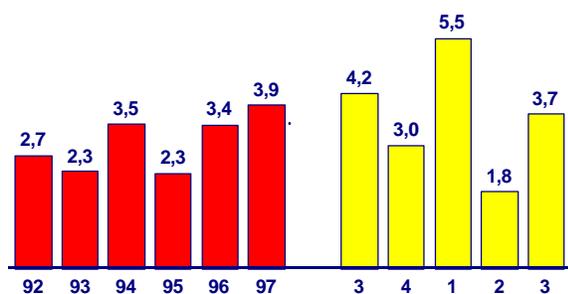
## Tendances de l'économie américaine

### L'économie américaine a affiché une étonnante vigueur vers la fin de l'année

- La croissance du nombre d'employés salariés aux États-Unis a dépassé les prévisions et s'est fixée à 378 000 en décembre, soit la plus forte augmentation en 15 mois. Entre-temps, le taux de chômage s'est replié à 4,3 %, record de 28 ans qui avait été atteint en avril dernier. Pour l'ensemble de 1998, le taux de chômage s'est établi en moyenne à 4,5 %, soit le taux annuel le plus bas jamais enregistré par les États-Unis en temps de paix depuis 1957.
- Les estimations finales révèlent que l'économie américaine a crû à un rythme annuel de 3,7 % (révisé à la baisse) au troisième trimestre, comparativement à 1,8 % au deuxième trimestre. Les solides dépenses de consommation et l'augmentation marquée des stocks non agricoles sont intervenues pour la presque totalité de la hausse du PIB. L'affaiblissement de la balance commerciale et la chute des investissements non résidentiels des entreprises ont freiné la croissance.
- Selon les prévisions établies par consensus, l'économie américaine a crû de 3,7 % pour l'ensemble de 1998. La vigueur des dépenses de consommation a permis à l'économie américaine de maintenir sa forte croissance, même si l'on estime que la faiblesse de l'économie des autres pays a eu pour effet de réduire de 1,3 point de pourcentage la croissance de la production en 1998. Cette vigueur des dépenses a été soutenue par un marché du travail très énergique.
- À sa réunion du 22 décembre, la Réserve fédérale a décidé de ne pas modifier les taux d'intérêt. Alors qu'auparavant on s'entendait pour dire que la Réserve assouplirait encore davantage les conditions monétaires au début de 1999, on s'attend maintenant à ce que la banque centrale choisisse plutôt de ne pas intervenir. La vigueur soutenue de l'économie américaine, le resserrement accru du marché du travail, la récente reprise des marchés boursiers et l'assouplissement des conditions du crédit ont convaincu les analystes que la Réserve fédérale décidera de ne pas intervenir lorsqu'elle se réunira les 2 et 3 février.

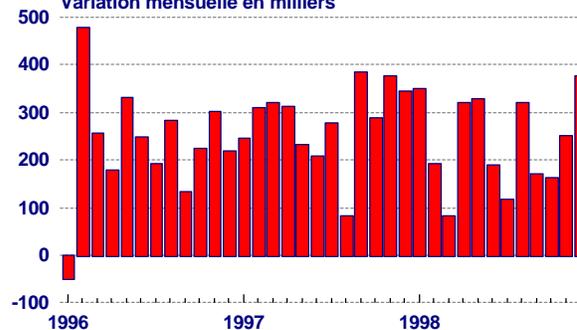
### Croissance du PIB réel aux États-Unis

Variation en %, TAD



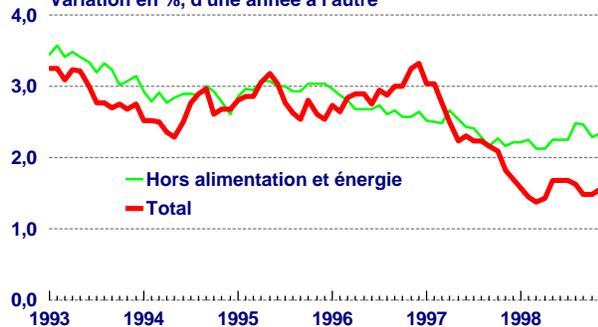
### Évolution de l'emploi dans le secteur non agricole aux États-Unis

Variation mensuelle en milliers

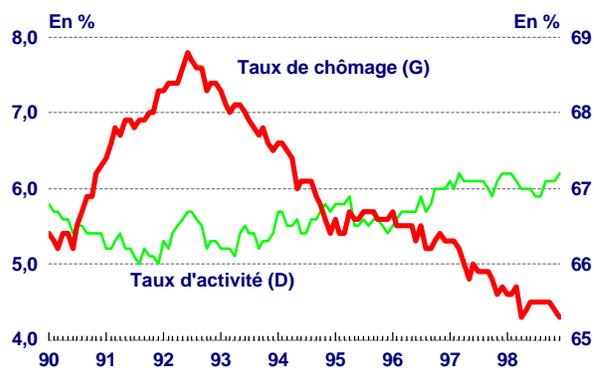


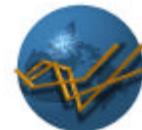
### Hausse des prix à la consommation aux États-Unis

Variation en %, d'une année à l'autre



### Taux de chômage et d'activité aux États-Unis





## Production

### *L'économie canadienne ne connaîtra qu'une croissance modeste au cours des deux prochaines années...*

- L'économie canadienne a progressé de 2,9 % (estimation) en 1998, mais l'activité a ralenti considérablement au cours de l'année.
- Selon les prévisions consensuelles du secteur privé, le PIB réel devrait croître de 2,1 % en 1999. Certains prévisionnistes s'attendent à ce que la croissance atteigne au plus 1 %, mais aucun d'eux ne croit que l'économie canadienne va se contracter au cours de la prochaine année. La croissance de la production devrait s'accroître légèrement pour atteindre 2,4 % en 2000.
- Ces perspectives pourraient être assombries par d'autres perturbations sur les marchés financiers mondiaux et le ralentissement notable de l'économie américaine.

### *...mais elle devrait néanmoins faire mieux que celle des autres pays du G-7*

- Dans l'édition de décembre des Perspectives économiques, l'OCDE prévoit que le rythme de croissance de l'économie canadienne sera supérieur à celui des autres pays du G-7, soit 2,4 % en 1999 et 2,9 % en 2000.

### *Les industries du secteur primaire vont demeurer faibles, mais le secteur des services devrait afficher une solide croissance*

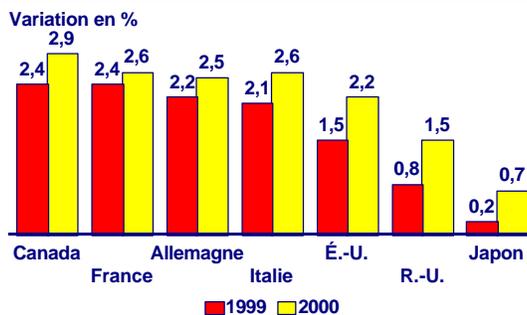
- Les industries du secteur primaire ont durement été frappées par la crise asiatique. De l'avis des prévisionnistes du secteur privé, ce secteur va continuer de subir les contrecoups de la faiblesse des prix des produits de base et de la stagnation de la demande mondiale en 1999.
- Au sein du secteur des services, les services aux entreprises devraient connaître cette année une autre vigoureuse augmentation, continuant ainsi sur leur lancée récente.
- Les branches d'activité liées au secteur public (enseignement, santé et services sociaux) vont afficher une croissance inférieure à la moyenne, en 1999. Toutefois, il est possible que certains domaines prioritaires, comme la santé, voient leur croissance s'accroître au cours des années à venir.

### Perspectives de croissance du PIB réel

	1999		2000	
	3,0	Université de Toronto	3,2	
	2,9	CBOC	2,6	
	2,6	Informetrica	2,5	
	2,4	CIBC		
	2,4	Caisse de dépôt	2,9	
	2,4	Banque Nationale du Canada	2,7	
	2,3	Banque de Montréal	2,6	
	2,3	Banque Royale	2,0	
	2,2	WEFA	2,3	
	2,1	CIBC Wood Gundy	2,7	
	2,0	TBanque TD	2,5	
	2,0	DRI	2,5	
	1,9	Scotia Economics	2,1	
	1,8	Nesbitt Burns	1,2	
	1,0	RBC Dominion		
	0,6	JP Morgan	2,2	

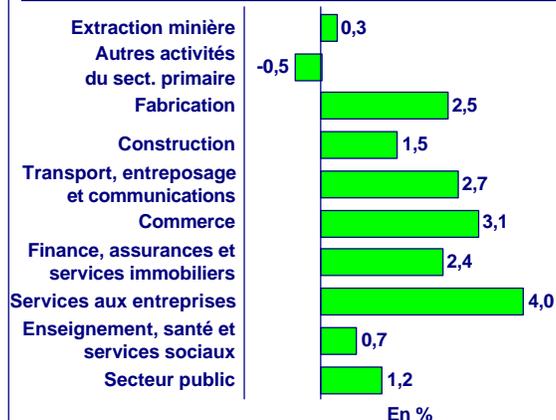
Dernières prévisions connues en janvier 1999

### G-7 - Prévision de croissance du PIB réel

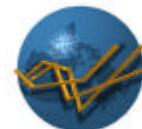


Source : Perspectives économiques de l'OCDE, décembre 1998

### Prévision de croissance du PIB réel par branche d'activité, 1999



\*Projections consensuelles tirées des prévisions du secteur privé connues



## Dépenses des ménages et dépenses de consommation

### Les marchés du travail vont se calmer après le bouillonnement d'activité très favorable de l'an dernier...

- En 1998, le nombre d'emplois nets créés a totalisé 449 000 (+2,7 %), soit le meilleur résultat annuel observé jusqu'à présent au cours de la présente décennie. Selon les prévisionnistes du secteur privé, la croissance de l'emploi va ralentir pour s'établir à 1,8 % en 1999 et à 1,7 % en 2000.
- Comme l'emploi devrait croître moins rapidement que la population active, le taux de chômage national devrait connaître une légère augmentation en 1999.
- Malgré tout, les solides résultats enregistrés vers la fin de 1998 au chapitre de l'emploi, conjugués aux allègements fiscaux attendus, devraient se traduire par une hausse des revenus réels après impôts. D'ailleurs, selon les prévisions consensuelles, le revenu disponible réel des particuliers devrait progresser de 2,0 % en 1999, ce qui serait, le cas échéant, le meilleur résultat observé en quatre ans.

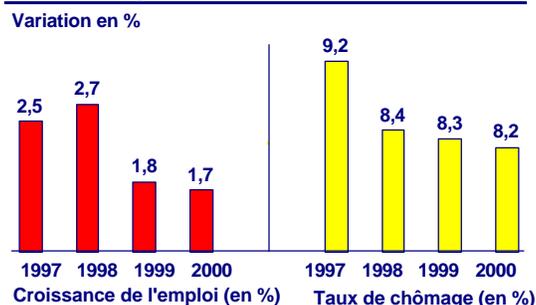
### ...et les consommateurs vont dépenser avec prudence en 1999

- Les dépenses de consommation ne vont augmenter que légèrement en 1999, car la confiance des consommateurs a été ébranlée par les perturbations récentes qui ont secoué les marchés financiers.
- La situation financière des ménages a aussi beaucoup souffert, comme en témoignent la baisse notable du taux d'épargne et l'alourdissement de l'endettement - qui dépasse maintenant le revenu disponible des particuliers.
- Les prévisions d'un ralentissement de l'économie en 1999 s'expliquent notamment par la décélération de la croissance des dépenses de consommation, vu que ces dernières interviennent pour près de 60 % du PIB.
- Le marché du logement devrait se redresser légèrement après être demeuré stable en 1998. On s'attend à ce que les effets positifs de la faiblesse des taux hypothécaires soient contrebalancés par la modeste croissance de l'emploi, la baisse de l'immigration et la diminution de la confiance des consommateurs.

### La hausse des prix à la consommation va demeurer dans les limites de la fourchette cible officielle

- L'inflation, toujours maîtrisée, va demeurer dans les limites de la fourchette cible officielle de la Banque du Canada (1 à 3 %). Même si le taux de change, plus faible, va exercer des pressions à la hausse sur l'inflation mesurée (par l'augmentation des prix à l'importation), cela va être grandement contrebalancé par la persistance de la faiblesse des prix de l'énergie.

### Croissance de l'emploi et taux de chômage



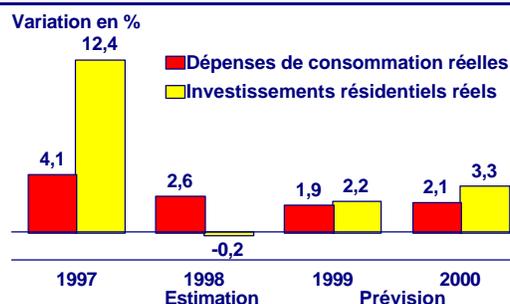
\*Projections consensuelles tirées des prévisions du secteur privé connues

### Revenu disponible réel des particuliers\*



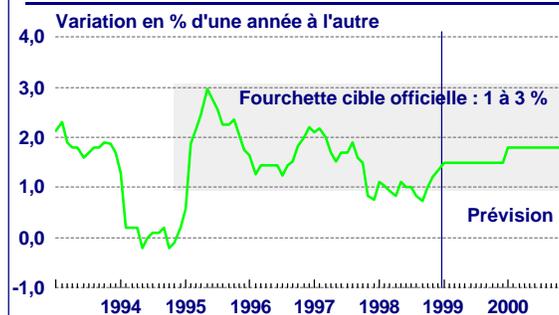
\*Projections consensuelles tirées des prévisions du secteur privé connues

### Croissance des dépenses de consommation et des investissements résidentiels réels

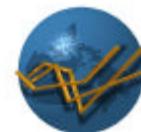


\*Projections consensuelles tirées des prévisions du secteur privé connues

### Hausse des prix à la consommation



\*Projections consensuelles tirées des prévisions du secteur privé connues



### On ne prévoit pas un redressement des bénéfices des entreprises...

- Le fléchissement récent des bénéfices des entreprises peut, dans une grande mesure, être attribué à la baisse marquée des prix des produits de base. La compétitivité de plus en plus vive en Amérique du Nord a également contribué à la réduction des marges bénéficiaires.
- Les prix des produits de base ne devraient pas augmenter sensiblement tant que l'on n'observera pas un renforcement de la demande en Asie et l'absorption de l'offre excédentaire de ressources à bas prix sur le marché mondial. Ces facteurs, conjugués au ralentissement général de l'économie canadienne, vont empêcher un redressement notable des bénéfices.

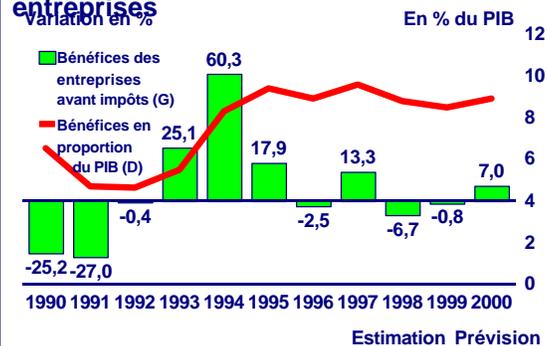
### ...mais les investissements vont demeurer vigoureux à la faveur de la lutte des entreprises contre le bogue informatique de l'an 2000

- Les investissements dans les ordinateurs et le matériel connexe devraient demeurer très vigoureux en 1999 dans la foulée des mesures prises par les entreprises pour faire face au bogue de l'an 2000. Toutefois, comme ils vont essentiellement consister en des emprunts sur l'avenir, ils devraient diminuer une fois réglé le problème de l'an 2000.
- Le repli des bénéfices (et, par le fait même, des bénéfices non répartis - une importante source de financement des investissements pour les entreprises), l'affaiblissement du commerce et le ralentissement de la demande intérieure vont contribuer à la baisse des investissements dans les machines industrielles et les autres pièces d'équipement.

### La construction non résidentielle devrait ralentir sous l'impulsion de la diminution de l'activité dans les champs pétrolifères

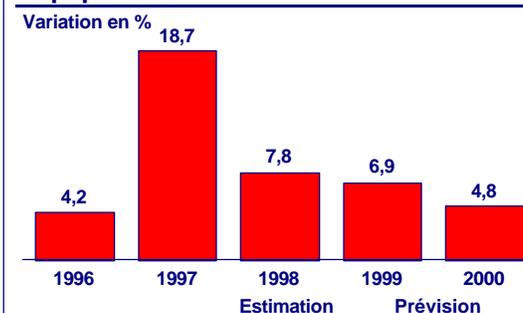
- Les investissements dans la construction non résidentielle devraient se poursuivre en 1999, à la faveur des projets en cours dans le secteur des ressources et des projets d'infrastructure. Cependant, ils devraient croître à un rythme inférieur à celui observé en 1998.
- La faiblesse des prix du pétrole brut va entraîner une réduction de l'activité de forage conventionnelle dans les champs pétrolifères. Toutefois, l'activité en cours dans les projets Sable Gas et Terra Nova va contribuer à soutenir le niveau global des investissements.

### Croissance des bénéfices des entreprises



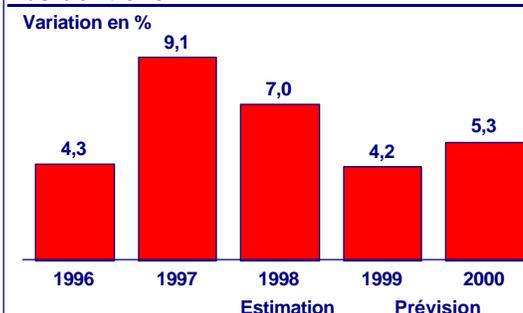
\*Projections consensuelles tirées des prévisions du secteur privé connues

### Investissements dans les machines et l'équipement

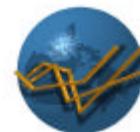


\*Projections consensuelles tirées des prévisions du secteur privé connues

### Investissements dans la construction non résidentielle



\*Projections consensuelles tirées des prévisions du secteur privé connues



## Commerce

### ***L'activité économique américaine devrait connaître un ralentissement...***

- En 1999, l'économie américaine devrait connaître un ralentissement notable. La vigueur du dollar américain et la faiblesse de la demande sur les principaux marchés extérieurs des États-Unis vont mener à une sérieuse détérioration de la situation commerciale de ce pays. La décélération de la croissance de l'emploi pourrait aussi affaiblir la demande intérieure

### ***...et les exportations du Canada devraient en subir les contrecoups et croître à un rythme plus modéré***

- À l'heure actuelle, les États-Unis interviennent pour environ 85 % des exportations du Canada. En raison du ralentissement prévu de l'activité économique aux États-Unis, les exportations du Canada devraient croître, en 1999, à un rythme plus lent que celui observé ces dernières années.
- Par ailleurs, les exportations à destination de l'Asie devraient demeurer faibles. La dévaluation récente du réal brésilien est également une source de préoccupation. Elle va en effet mener à une réduction des exportations vers l'Amérique latine et, peut-être plus important encore, à une intensification de la concurrence entre les pays qui exportent sur l'important marché américain.
- Ces incidences négatives sur nos exportations vont être contrebalancées en partie par la faiblesse du dollar canadien.

### ***Malgré tout, les exportations devraient augmenter plus rapidement que les importations...***

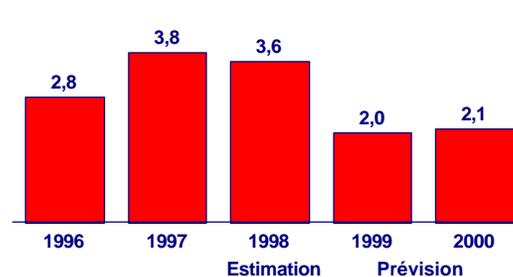
- En effet, sous l'impulsion de l'affaiblissement de la demande intérieure, on devrait observer un ralentissement de la croissance des importations.
- La croissance des importations devrait d'ailleurs être plus lente que celle des exportations. On s'attend donc à ce que le secteur du commerce contribue à la croissance globale du Canada en 1999.

### ***...ce qui devrait se traduire par une hausse de l'excédent commercial et une diminution du déficit de la balance courante***

- L'amélioration de la balance commerciale va mener à une réduction du déficit de la balance courante du Canada.
- Comparativement à l'an dernier (17,1 milliards \$, estimation), le déficit extérieur du Canada va diminuer pour atteindre 14,9 milliards en 1999 et 9,7 milliards en 2000.

#### Croissance du PIB réel des États-Unis

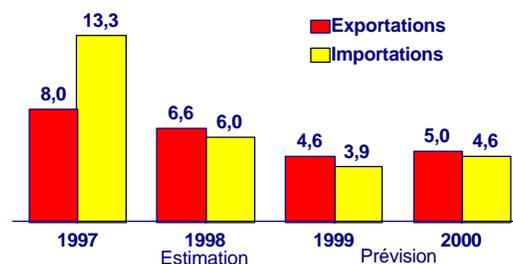
Variation en %



\*Projections consensuelles tirées des prévisions du secteur privé connues

#### Croissance des exportations et des importations réelles

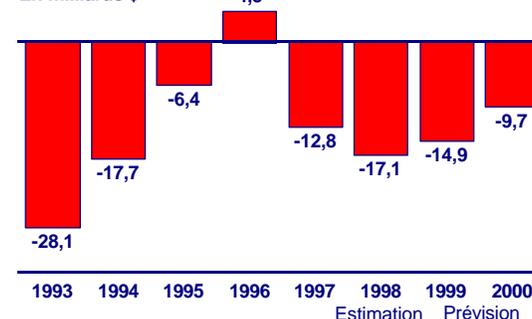
Variation en %



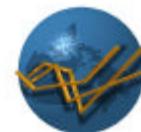
\*Projections consensuelles tirées des prévisions du secteur privé connues

#### Solde du compte courant

En milliards \$



\*Projections consensuelles tirées des prévisions du secteur privé connues



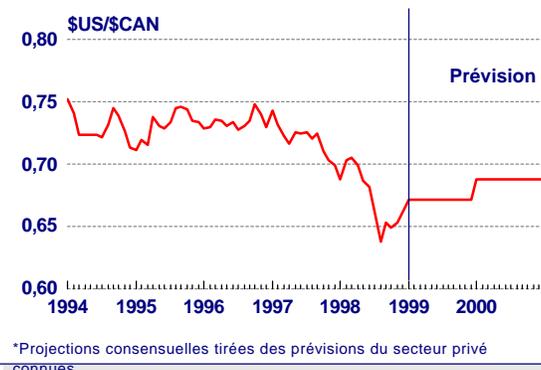
### **Le dollar ne devrait augmenter que légèrement, après s'être effondré en 1998**

- Comme le cours du dollar demeure étroitement lié à l'évolution des prix des produits de base selon bon nombre d'investisseurs/négociateurs des quatre coins du monde, il est peu probable qu'il se raffermisse sensiblement en 1999.
- À la fin de 1998, le dollar a clôturé à 65,22 cents US. Selon les prévisions consensuelles du secteur privé, il devrait s'établir en moyenne à 67,1 cents en 1999 et à 68,7 cents en 2000.
- Une appréciation plus marquée du dollar canadien passe par la stabilisation des marchés financiers internationaux et un solide redressement des prix des produits de base.
- Le 1er janvier, on a assisté à la naissance de l'euro, fruit de la fusion de onze devises européennes. De l'avis de certains observateurs des marchés, l'euro va faire concurrence au dollar américain comme monnaie de réserve mondiale. Cela pourrait affaiblir le dollar américain, et renforcer indirectement le dollar canadien. Le dollar canadien pourrait également profiter de l'action des investisseurs qui désirent diversifier leurs avoirs en devises.

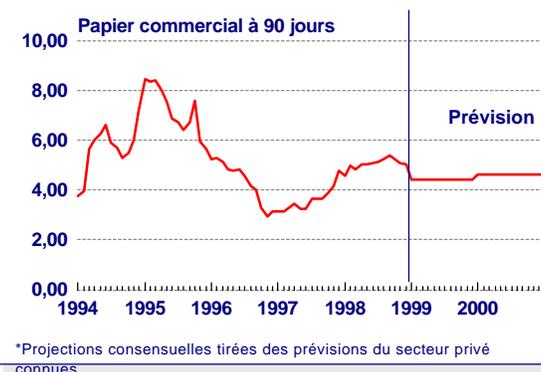
### **La poursuite de la diminution des taux d'intérêt à court terme aux États-Unis pourrait permettre un assouplissement des conditions monétaires au Canada**

- Selon la plupart des analystes, il est peu probable que la Réserve fédérale américaine majore les taux d'intérêt à court terme. Elle pourrait même assouplir les conditions monétaires au cours du premier semestre de l'année en vue de soutenir la croissance de l'économie.
- La Banque du Canada va probablement emboîter le pas à la Réserve fédérale, advenant une baisse des taux américains (comme elle l'a fait depuis septembre), vu que l'inflation demeure faible et qu'il n'y a pas de risque de surchauffe de l'économie.
- Les taux à long terme, aussi bien au Canada qu'aux États-Unis, devraient demeurer stables, à de très faibles niveaux, au cours des deux prochaines années.

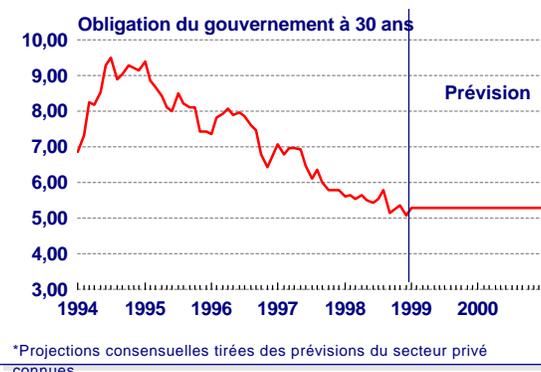
#### Dollar canadien

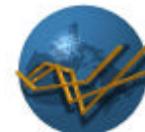


#### Taux d'intérêt à court terme

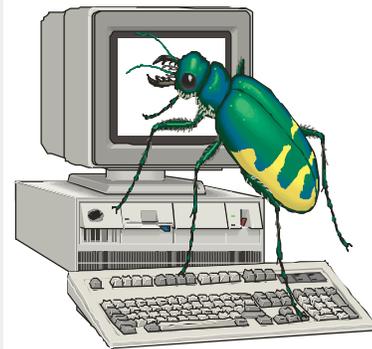


#### Taux d'intérêt à long terme





- Le bogue de l'an 2000 fait référence à la possibilité selon laquelle les systèmes informatiques pourraient « penser » que l'année représentée par « 00 » est 1900 plutôt que 2000, ce qui pourrait causer la défaillance ou l'arrêt de ces systèmes. Les microprocesseurs susceptibles d'être touchés par le bogue de l'an 2000 sont également utilisés dans des choses comme les ascenseurs, les systèmes de sécurité, les fours à micro-ondes, les automobiles, les centrales électriques et les cartes de crédit.



- Selon son classement de 87 pays en 1998, le Gartner Group\* estime que le Canada fait partie des 12 pays les moins susceptibles de connaître des perturbations provoquées par le bogue de l'an 2000 pour ce qui est de l'approvisionnement en électricité, en eau et en nourriture, des communications et des services bancaires. Toutefois, le Canada demeure vulnérable à des perturbations du commerce international et des services publics (particulièrement ceux qui sont administrés aux niveaux provincial et municipal). Il n'en demeure pas moins que le Canada, à l'instar des États-Unis et de la Hollande, est considéré comme étant en avance d'au moins 50 % sur le reste du monde en ce qui a

### **Les investissements des entreprises et les dépenses de consommation vont augmenter en 1999...**

- Les investissements dans les ordinateurs et le matériel connexe devraient croître en 1999, dans la foulée des efforts déployés par les entreprises en vue de se conformer à l'an 2000. Les mesures d'allégement fiscal annoncées par le ministre des Finances, Paul Martin, l'an dernier visent d'ailleurs à aider en ce sens les petites et moyennes entreprises, en leur facilitant la tâche sur le plan financier. Les dépenses consacrées à l'augmentation des stocks et des matières premières de grande importance devraient également progresser vers la fin de 1999. Bien sûr, les investissements de ce genre vont diminuer sensiblement en 2000, vu que bon nombre d'entreprises vont essentiellement emprunter sur l'avenir afin de régler à temps le problème de l'an 2000.
- Par suite de la couverture des médias mettant en lumière les effets perturbateurs possibles du bogue de l'an 2000, on s'attend à ce que les ménages constituent des réserves de nourriture et d'autres produits de base essentiels vers la fin de 1999. À l'instar des entreprises, puisant dans leurs réserves, les ménages devraient ensuite diminuer leurs dépenses au cours de l'an 2000.

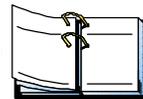
### **...mais les marchés financiers vont être nerveux**

- La Banque du Canada et la Réserve fédérale américaine sont prêtes à intervenir en cas d'instabilité sur les marchés financiers liée au problème de l'an 2000. Certains analystes craignent que les investisseurs, préoccupés par la capacité des entreprises à faire face au bogue de l'an 2000, ne retirent leurs fonds du marché boursier pour les placer dans des instruments relativement plus sûrs comme les obligations d'État.
- Les autorités monétaires sont aussi prêtes à imprimer plus d'argent, étant donné que l'on s'attend à ce que les ménages retirent des montants en espèces plus élevés qu'à l'habitude, au moyen des guichets automatiques des banques, vers la fin de l'année au cas où les cartes de crédit et de débit ne fonctionneraient pas au début du nouveau millénaire.

### **L'incidence globale sur l'économie est difficile à évaluer**

- Selon le Conseil du Trésor, il faudra déboursier entre 30 et 50 milliards de dollars pour régler le problème de l'an 2000. La Banque Canadienne Impériale de Commerce estime, pour sa part, que les dépenses effectuées par les entreprises, les administrations publiques et les consommateurs en vue de lutter contre le bogue de l'an 2000 vont faire augmenter le PIB du Canada de 0,3 point de pourcentage de plus (ou 1,5 milliard \$) en 1999. Cependant, elle prévoit aussi que l'on va essentiellement contrebalancer cet effet en 2000, ce qui va se traduire par une baisse de 0,2 point de pourcentage de la croissance du PIB.
- Bien sûr, l'économie risque d'être touchée par le bogue de l'an 2000. Outre les perturbations économiques qui peuvent être causées par la défaillance des systèmes informatiques, certains analystes redoutent la chute possible des cours des marchés boursiers advenant que les investisseurs décident de placer leurs avoirs dans des instruments plus sûrs. Qui plus est, il est possible que l'on observe un resserrement du crédit, si les institutions financières refusent de consentir des prêts aux entreprises susceptibles de subir les effets du bogue de l'an 2000. Les craintes très répandues au sujet de l'incidence du bogue de l'an 2000 sur l'économie pourraient en fait devenir une prophétie qui déclenche l'événement.

\* Selon l'extrait de Kathryn May dans « Year 2000 bug can bite Canada across borders », The Ottawa Citizen, numéro du jeudi 29 octobre 1998.



#### CANADA

Enquête sur le secteur de la fabrication -- Novembre .....	19 janvier
Indice des prix à la consommation -- Décembre .....	20 janvier
Commerce international -- Novembre .....	21 janvier
PIB au coût des facteurs -- Novembre .....	29 janvier
Enquête sur la situation des entreprises -- Janvier .....	2 février
Enquête sur la population active -- Janvier .....	5 février
Intentions d'investissement des secteurs public et privé -- 1999 .....	23 février
Statistiques financières sur les entreprises -- 4e trimestre 1998 .....	26 février
Comptes financiers et comptes économiques nationaux, 4e trimestre 1998 .....	1er mars
Balance des paiements, 4e trimestre 1998 .....	1er mars

#### ÉTATS-UNIS

Indice des prix à la consommation -- Décembre .....	14 janvier
Commerce international -- Novembre .....	21 janvier
PIB -- 4e trimestre 1998, estimations anticipées .....	29 janvier
Comité de l'open market du Système fédéral de réserve - Réunion ..	2 et 3 février
Situation de l'emploi -- Janvier .....	5 février

Nota : Les IEM de janvier sont fondés sur les données connues au 8 janvier 1999.

Le rapport spécial prévu pour les IEM de février sera intitulé  
«L'écart de productivité entre le Canada et les États-Unis»



---

***Micro Economic Policy Analysis***  
***Analyse de la politique micro-économique***

---